



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

TPSGC.PACCSGPN-APBWCDOMS.PWGSC@
tpsgc-pwgsc.gc.ca
Veuillez consulter la DDR

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Special Projects Division (SPD)/Division de Projets
Spéciaux (DPS)
Terrasses de la Chaudière 4th Floor
Terrasses de la Chaudière 4e étage
10 Wellington Street,
10 Wellington Street,
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet DDR 3 pour SGPN/caméras corporelles	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-212120/D	Date 2021-04-01
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-212120	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$XU-005-39339
File No. - N° de dossier 005xu.M7594-212120	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-04-09 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Mulligan, Kate	Buyer Id - Id de l'acheteur 005xu
Telephone No. - N° de téléphone (873) 353-9579 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: La Gendarmerie royale du Canada 1200 promenade Vanier Ottawa (Ontario) K1A 0R2	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'offre
M7594-212120/D
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-212120

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
005XU.M7594-212120

Id de l'acheteur - Buyer ID
005XU
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 003
CONCERNANT**

**UN SYSTÈME DE GESTION DE PREUVES NUMÉRIQUES NATIONAL
ET
DES CAMÉRAS CORPORELLES**

M7594-212120/D

**POUR
LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA**

**Demande de renseignements n° 003 concernant
un Système de gestion de preuves numériques national et
des caméras corporelles pour la Gendarmerie royale du Canada**

TABLE DES MATIÈRES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET BUT	3
2. MANDAT DE LA GRC	3
3. NATURE DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	3
4. NATURE D'UN PROCESSUS D'ISQ (À TITRE D'INFORMATION)	4
5. POLITIQUES, LOIS ET RENSEIGNEMENTS CLÉS.....	4
6. APPROVISIONNEMENT ACCESSIBLE.....	4
7. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
8. ACTIVITÉS PRINCIPALES	6
9. COÛTS LIÉS AUX RÉPONSES	6
10. TRAITEMENT DES RÉPONSES	6
11. CONFIDENTIALITÉ DES RÉPONSES DES FOURNISSEURS	6
12. PRÉSENTATION DES RÉPONSES	7
13. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET PRÉSENTATION DES RÉPONSES.....	7
14. SURVEILLANT DE L'ÉQUITÉ	8
15. QUESTIONS À L'INDUSTRIE	8
ANNEXE A	9
APERÇU ET DESCRIPTION DE HAUT NIVEAU DU BESOIN PROVISOIRES.....	9
ANNEXE B.....	10
CRITÈRES D'ÉVALUATION PROVISOIRES POUR L'ISQ.....	10
ANNEXE C.....	15
POLITIQUES, LOIS ET RENSEIGNEMENTS CLÉS.....	15
ANNEXE D	18
ÉBAUCHE DES EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	18

**Demande de renseignements n° 003 concernant
un système de gestion de preuves numériques national et
des caméras corporelles pour la Gendarmerie royale du Canada**

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET BUT

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) publie cette troisième demande de renseignements (DDR) pour la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Le but de la présente Demande de renseignements (DDR) est de solliciter la rétroaction de l'industrie au sujet de l'aperçu, de la description de haut niveau du besoin et des critères d'évaluation provisoires qui feront partie intégrante de l'Invitation à se qualifier (ISQ) officielle. L'ISQ officielle sera publiée afin que les fournisseurs qualifiés puissent répondre à une prochaine demande de soumissions pour un Système de gestion de preuves numériques (SGPN) national et des caméras corporelles (CC).

Le 20 octobre 2020, TPSGC a publié la DDR n° M7594-212120/A et le 22 février 2021, la DDR n° M7594-212120/B pour solliciter des commentaires de l'industrie sur le système national de gestion des preuves numériques et les caméras corporelles. Le Canada a également sollicité des commentaires sur les autres moyens de collecter des éléments de preuve auprès de fournisseurs qui offrent ces importants produits, systèmes et services. Dans le cadre du processus de DDR n° M7594-212120/A, le Canada a tenu une séance d'information pour l'industrie ainsi que des démonstrations individuelles pour les fournisseurs et l'industrie.

La DDR n° M7594-212120/B a été publiée afin d'obtenir des commentaires supplémentaires sur une approche de service géré pour les caméras corporelles et le SGPN, les méthodologies d'établissement des coûts et la structure de la base de paiement, la prestation de services par des entreprises autochtones, les considérations de sécurité, et les exigences en matière d'accessibilité, entre autres. Les réponses et les commentaires reçus en réponse à chaque demande de renseignements sont en cours d'examen, feront l'objet de rapports sur les commentaires et les constats, et seront publiés sur achatsetventes.gc.ca une fois ces travaux achevés.

L'avis n° M7594-212120/C a été publié le 26 mars 2021 pour informer l'industrie que le Canada entend publier une invitation à se qualifier (ISQ), qui constituera la première phase du processus d'approvisionnement concurrentiel.

2. MANDAT DE LA GRC

La GRC fournit des services de police fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux aux Canadiens dans 10 provinces, 3 territoires, 150 municipalités et plus de 600 communautés autochtones, ce qui comprend la prestation de services policiers fédéraux et de services policiers spécialisés en appui à des centaines d'autres services de police et d'agence de sécurité publique au Canada.

3. NATURE DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Cette DDR est une initiative de consultation. Son but est de solliciter les commentaires ainsi que toute préoccupation de l'industrie concernant l'aperçu, la description de haut niveau et les critères d'évaluation provisoires figurant aux annexes A et B, respectivement.

L'aperçu et la description de haut niveau du besoin provisoires comprennent une description générale des exigences, des outils opérationnels et des capacités à mettre en œuvre, ainsi que des résultats opérationnels et des exigences anticipées qui feront partie de la demande de propositions (DP). Les critères d'évaluation provisoires

de l'ISQ comprend les exigences obligatoires anticipées qui permettront au Canada d'établir qu'un fournisseur qualifié a l'expérience et la capacité de haut niveau requises pour lui fournir un système de gestion de preuves numériques national et des caméras corporelles de type logiciel-service répondant aux exigences canadiennes. Cette DDR ne constitue ni un appel d'offres ni une demande de propositions (DP). Aucun accord ou contrat ne sera directement conclu en vertu de cette DDR. La publication de la DDR ne constitue en aucun cas un engagement pris par le Canada, et elle n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclamé au Canada. Enfin, elle ne doit pas être considérée comme un engagement pris par le Canada à publier une DP ou à attribuer un contrat visant les travaux décrits dans les présentes.

La participation à cette DDR est encouragée, mais elle n'est pas obligatoire. La DDR ne servira pas à dresser une liste préliminaire d'entreprises qui pourraient exécuter les travaux à venir. De la même manière, la participation à la DDR ne constitue pas une condition préalable pour participer à une éventuelle DP, ou à tout autre type d'appel d'offres.

4. NATURE D'UN PROCESSUS D'ISQ (À TITRE D'INFORMATION)

Une ISQ n'est ni un appel d'offres ni une demande de propositions. La publication d'une ISQ ne donne lieu à aucun contrat. L'ISQ correspond à la première phase du processus d'approvisionnement. Les fournisseurs seront invités à se soumettre à une sélection préalable, conformément aux modalités de la présente ISQ, y compris les exigences obligatoires qui figureront dans l'ISQ, afin d'être retenus comme « fournisseurs qualifiés » pour les étapes ultérieures du processus d'approvisionnement. Seuls les fournisseurs qualifiés seront autorisés à soumissionner lors d'une demande de soumissions subséquente publiée dans le cadre de ce processus d'approvisionnement. La publication d'une ISQ ne donne lieu à aucun contrat. La publication d'une ISQ ne constitue nullement un engagement du Canada et elle n'autorise aucunement les éventuels participants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclamé au Canada. L'ISQ pouvant être annulée entièrement ou partiellement par le Canada à tout moment, il n'est donc pas garanti qu'elle donne lieu à un processus d'approvisionnement. Puisqu'une ISQ ne constitue pas un appel d'offres, les répondants et les fournisseurs qualifiés peuvent se retirer de cette phase d'approvisionnement à tout moment. Les répondants qui satisfont à tous les critères, modalités et exigences obligatoires de l'ISQ seront considérés comme des « fournisseurs qualifiés ».

5. POLITIQUES, LOIS ET RENSEIGNEMENTS CLÉS

L'annexe C décrit les politiques, les lois et d'autres renseignements clés qui peuvent être applicables dans le cadre d'un processus d'approvisionnement concurrentiel pour un système de gestion de preuves numériques national et des caméras corporelles.

6. APPROVISIONNEMENT ACCESSIBLE

L'objectif de TPSGC est de s'assurer que les biens et services achetés par le gouvernement du Canada sont inclusifs par conception et accessibles par défaut. La prise en compte de l'accessibilité dans les marchés publics est désormais encadrée par une obligation de la Politique sur les marchés du Conseil du Trésor et des critères d'accessibilité doivent être inclus dans les exigences relatives aux biens et services, le cas échéant. Pour plus d'informations, veuillez vous référer à l'annexe C.

7. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) [ci-après appelé « le client »] a un besoin immédiat pour la fourniture des CAMÉRAS CORPORELLES ET UN SYSTÈME DE GESTION DE PREUVES NUMÉRIQUES. Le client a besoin d'une solution clé en main où le fournisseur de services devra offrir le matériel nécessaire et un logiciel-service en nuage dans un espace Protégé B approuvé par le gouvernement du Canada pour la conservation et la gestion des preuves électroniques. Le niveau de sécurité de l'information qui sera recueillie par les agents de la GRC au moyen de la

Solicitation No. - N° de l'offre
M7594-212120/D
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-212120

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
005XU.M7594-212120

Id de l'acheteur - Buyer ID
005XU
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

solution devrait aller jusqu'à PROTÉGÉ B. Étant donné que le Programme de sécurité des contrats (PSC) n'a pas reçu de Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) complète pour ce marché, vous trouverez ci-joint des clauses de sécurité provisoires en fonction de notre compréhension actuelle des exigences en matière de sécurité et elles pourraient faire l'objet de modifications après l'invitation à se qualifier (ISQ). Il est entendu que les évaluations de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement seront effectuées par le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). Le CST communiquera, directement au client et à l'autorité contractante, les clauses pertinentes pour couvrir cet aspect dans les documents d'approvisionnement.

Avant l'octroi du contrat

Évaluation de l'intégrité et de la propriété de la chaîne d'approvisionnement :

Le gouvernement du Canada se réserve le droit de procéder à une évaluation de l'intégrité et de la propriété de la chaîne d'approvisionnement d'un fournisseur, en exigeant que ce dernier communique des renseignements sur la structure de son entreprise, sa chaîne d'approvisionnement et ses renseignements financiers. Pour des raisons de sécurité nationale dans ce dossier en particulier, il a été déterminé que le Centre de la sécurité des télécommunications (CST) effectuera une évaluation de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement pour les organisations qui soumettent une offre en réponse à la demande de propositions (DP).

Le Programme de sécurité des contrats (PSC) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) et la GRC peuvent également effectuer des évaluations pour assurer la protection des renseignements et des biens de nature délicate contre tout accès non autorisé qui pourrait compromettre la sécurité nationale.

Logiciel-service en nuage – Programme d'évaluation informatique :

Pour lancer le processus d'intégration, le fournisseur doit communiquer avec le service à la clientèle du Centre canadien pour la cybersécurité (CCC) pour recevoir une copie du formulaire de soumission d'intégration, ainsi que tout renseignement supplémentaire lié au Programme d'évaluation informatique du PSC.

Le fournisseur doit transmettre les documents contenant la liste de tous les tiers qui pourraient être utilisés pour exécuter une partie de la chaîne d'approvisionnement qui permettrait au Canada d'obtenir le logiciel-service disponible sur le marché proposé, qu'il s'agisse (i) de sous-traitants du fournisseur, ou (ii) de sous-traitants de sous-traitants du fournisseur en aval de la chaîne, OU (iii) de filiales ou de tiers.

Après l'attribution du contrat

Sous-traitance et participation de tiers :

À titre indicatif, si un fournisseur principal a besoin de sous-traiter des travaux, veuillez noter que les exigences de sécurité indiquées dans la LVERS du sous-traitant peuvent être les mêmes que celles de la LVERS principale, ou inférieures si nécessaire, mais pas supérieures.

Si une exigence relative à la sécurité s'applique, ***l'entrepreneur principal qui souhaite sous-traiter des travaux ou obtenir la participation d'un tiers doit communiquer avec le PSC avant de conclure un contrat de sous-traitance.***

Veuillez consulter l'annexe D pour l'ébauche des exigences en matière de sécurité.

Exception au titre de la sécurité nationale : La GRC fait présentement une demande pour invoquer les exceptions relatives à la sécurité nationale prévues dans les accords commerciaux auxquels le Canada participe actuellement. Si elles sont invoquées, ce marché sera donc entièrement exclu de l'ensemble des modalités de tous les accords commerciaux, à toutes fins.

8. ACTIVITÉS PRINCIPALES

Ces activités sont menées pour donner à l'industrie une idée des étapes précédentes et ultérieures du processus.

Publication de la DDR n° 1 – clôturée le 27 novembre 2020
Publication de la DDR n° 2 – clôturée le 17 mars 2021
Publication d'un avis à l'industrie – publié le 26 mars 2021
Publication de la DDR n° 3 – ce document
Publication d'une ISQ officielle – printemps 2021
Publication d'une demande de propositions provisoire – été 2021
Publication de la demande de propositions – été 2021
Attribution du contrat – été 2021

9. COÛTS LIÉS AUX RÉPONSES

Le Canada ne remboursera aucune dépense engagée pour répondre à cette DDR.

10. TRAITEMENT DES RÉPONSES

- a) Utilisation des réponses : Les réponses ne feront l'objet d'aucune évaluation formelle. Toutefois, le Canada pourra les utiliser pour élaborer ou modifier des stratégies d'acquisition ou tout document préliminaire joint à la présente DDR. Le Canada examinera toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la DDR et pourra, à sa discrétion, examiner les réponses reçues après la date de clôture de la DDR.
- b) Une équipe d'examen composée de représentants de la GRC et de TPSGC étudiera les réponses. Le Canada se réserve le droit de faire appel à des experts-conseils indépendants, ou à des employés du gouvernement, s'il le juge nécessaire, pour évaluer les réponses. Rien ne garantit que tous les membres de l'équipe d'examen étudient toutes les réponses.
- c) Le Canada peut, à sa discrétion, communiquer avec des répondants pour les interroger ou leur demander de préciser leurs réponses.
- d) Les réponses et les commentaires reçus seront ou ne seront pas résumés dans le Sommaire des commentaires et des résultats et publiés sur Achatsetventes.gc.ca à la fin des activités de consultation de la DDR.
- e) Les réponses rapides seront prises en compte et sont encouragées.
- f) Il incombe à chaque répondant de s'assurer que sa réponse est livrée à la bonne adresse et qu'elle est reçue dans les délais impartis.
- g) Les répondants doivent veiller à ce que leur nom, leur adresse, le numéro de la demande et la date de clôture figurent lisiblement sur l'enveloppe contenant la réponse.
- h) Les réponses à la présente DDR ne seront pas retournées.

11. CONFIDENTIALITÉ DES RÉPONSES DES FOURNISSEURS

Même si les renseignements recueillis peuvent être fournis sous forme d'information confidentielle (dans ce cas, ils seront traités en conséquence par le Canada), le Canada pourra les utiliser dans le cadre de la rédaction d'une demande de soumissions ou de documents contractuels à venir.

Les répondants sont encouragés à indiquer au Canada les renseignements qu'ils considèrent comme exclusifs, personnels ou appartenant à un tiers. Veuillez noter que le Canada pourrait être tenu par la loi (p. ex. en réponse à une demande en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* ou de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*) de divulguer des renseignements exclusifs ou commercialement sensibles au sujet d'un répondant.

Les répondants doivent indiquer dans leurs réponses les renseignements qu'ils considèrent exclusifs ou confidentiels. Le Canada traitera ces renseignements de façon confidentielle, conformément à la *Loi sur l'accès à l'information*.

12. PRÉSENTATION DES RÉPONSES

On invite les répondants à faire leurs commentaires, à exprimer leurs préoccupations ou à formuler des recommandations sur les moyens de répondre aux besoins ou d'atteindre les objectifs décrits dans la présente DDR. Ils sont également invités à s'exprimer sur le contenu, la forme et la manière dont l'information est structurée dans les documents préliminaires joints à la présente DDR. Les répondants sont priés d'expliquer les présupposés sur lesquels sont fondées leurs réponses.

Page couverture : Si la réponse est donnée en plusieurs volumes, les répondants sont priés d'indiquer sur la page de couverture de chaque volume le titre de la réponse, le numéro de la demande, le numéro du volume et leur raison sociale complète.

Page titre : La première page de chaque volume de la réponse, qui suit la page couverture, devrait être la page titre et contenir :

- le titre de la réponse et le numéro du document;
- le nom et l'adresse du répondant;
- le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne-ressource du répondant;
- la date;
- le numéro de la DDR.

Système de numérotation : les répondants sont priés d'utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la présente DDR. Toute référence à des documents descriptifs, à des manuels techniques et à des brochures accompagnant la réponse doit respecter ce système.

13. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET PRÉSENTATION DES RÉPONSES

Toute question relative à la DDR doit être posée à l'autorité contractante de TPSGC.

Les fournisseurs intéressés sont priés de bien vouloir noter que toutes les communications relatives à l'objet de la présente DDR doivent être transmises exclusivement à l'autorité contractante de TPSGC. Les fournisseurs intéressés doivent s'abstenir de communiquer directement avec les intervenants de la GRC ou avec d'autres représentants du gouvernement du Canada concernant tout aspect du processus d'approvisionnement, y compris l'objet des présentes.

Autorité contractante de TPSGC :

Kate Mulligan
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Courriel : TPSGC.PACCSGPN-APBWCEMS.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Date et échéance : Les fournisseurs qui souhaitent répondre à la DDR doivent faire parvenir leur réponse à l'autorité contractante de TPSGC à l'adresse courriel indiquée ci-dessus, au plus tard à l'heure et la date indiquées sur la page couverture de la présente DDR.

14. SURVEILLANT DE L'ÉQUITÉ

Le gouvernement du Canada a retenu les services de RFP Solutions inc. en tant que surveillant de l'équité dans le cadre du présent processus d'approvisionnement. Le surveillant de l'équité observera, par exemple, le processus d'approvisionnement pour s'assurer que TPSGC agit de manière équitable et cohérente tout au long du processus. En vertu du marché qu'il a conclu avec le gouvernement du Canada, il a l'obligation de préserver la confidentialité de tous les renseignements reçus découlant de sa participation au présent processus d'approvisionnement. Afin de s'acquitter de ses obligations, le surveillant de l'équité aura accès à tous les documents générés par le Canada et à la correspondance connexe reçue par le Canada concernant la présente DDR et toute activité d'approvisionnement subséquente pendant le processus d'approvisionnement.

15. QUESTIONS À L'INDUSTRIE

La présente DDR contient des questions précises adressées à l'industrie. Les répondants sont priés de répondre aux questions directement et de manière concise.

- 15.1 Veuillez fournir vos commentaires sur l'aperçu et la description de haut niveau du besoin provisoires à l'annexe A et informer le Canada de toute préoccupation ou de tout problème.
- 15.2 Veuillez fournir vos commentaires sur les critères d'évaluation provisoires pour l'ISQ à l'annexe B et aviser le Canada de toute préoccupation ou de tout problème.
- 15.3 Veuillez fournir tout commentaire supplémentaire non traité précédemment.

Solicitation No. - N° de l'offre

M7594-212120/D

N° de réf. du client - Client Ref. No.

M7594-212120

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

005XU.M7594-212120

Id de l'acheteur - Buyer ID

005XU

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE A

APERÇU ET DESCRIPTION DE HAUT NIVEAU DU BESOIN PROVISOIRES

Le contenu sera fourni au moyen d'une modification à la DDR.

ANNEXE B

CRITÈRES D'ÉVALUATION PROVISOIRES POUR L'ISQ

1. Exigences obligatoires

- 1.1 Les répondants doivent satisfaire à toutes les exigences obligatoires. Conformément aux modalités de l'ISQ, le Canada peut communiquer avec les clients cités en référence pour les projets cités en référence, et ce, afin de valider les réponses du répondant. Seules les capacités et l'expérience du répondant seront prises en compte lors de l'évaluation de la réponse soumise à la présente ISQ.

2. Justification de la conformité technique – Critères d'évaluation obligatoires

- 2.1. Les répondants doivent répondre aux exigences obligatoires correspondantes en expliquant, en démontrant, en corroborant et en justifiant leur expérience et leur qualification. Ils doivent utiliser le numéro unique ainsi que le titre correspondant dans leurs réponses aux critères obligatoires. Les répondants sont priés d'indiquer où chaque exigence obligatoire est satisfaite dans leur réponse en inscrivant une référence à l'endroit où elle se trouve dans leur réponse (p. ex. numéro de volume/classeur, numéro de page). Les réponses du répondant aux exigences obligatoires seront évaluées conformément aux modalités de l'ISQ. Le Processus de conformité des soumissions par étapes s'appliquera à tous les critères techniques obligatoires.
- 2.2. Les répondants doivent seulement inclure le nombre de projets cités en référence demandés, tel qu'il est indiqué dans chaque exigence obligatoire. Si le nombre de projets cités en référence fournis dépasse le nombre demandé, le Canada décidera, à sa discrétion, des projets à évaluer.

Note pour l'industrie:

Pour les besoins de rétroaction provenant de l'industrie sur le brouillon des critères d'évaluation d'ITQ, le terme Répondant sera défini comme suit:

- la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui dépose une réponse pour l'exécution d'un contrat de biens, de services ou les deux. Le terme ne comprend pas la société mère, les filiales ou autres affiliées du répondant, ni ses sous-traitants.

Critères	Critères techniques obligatoires	Évaluation	Preuve requise
O1	<p>Expérience de caméras corporelles</p> <p>La réponse doit fournir la preuve que le répondant a fourni tous les services de caméras corporelles suivants pour chaque projet cité en référence, à la date et à l'heure de clôture de l'ISQ :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Approvisionnement et distribution de caméras corporelles 2) Services de soutien et de maintenance pour l'élément suivant : <ol style="list-style-type: none"> a) Service d'aide ou de soutien offert 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 (par téléphone, par courriel ou en ligne) en cas de mauvais fonctionnement, d'erreur ou de défectuosité de l'équipement 3) Services de formation pour les deux éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> a) Formation des formateurs b) Création d'outils de formation, p. ex. des cours en ligne ou des documents de référence <p>Le répondant doit avoir fourni au moins 7 000 caméras corporelles pour chaque projet à un organisme d'application de la loi.</p>	Satisfait/non satisfait	<p>Pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence, le répondant doit fournir au moins deux (2) exemples de projets, chacun comportant un client cité en référence qui a reçu des services de caméras corporelles pendant au moins une (1) année* au cours des cinq (5) dernières années suivant la date de clôture de l'ISQ.</p> <p>Pour les clients cités en référence, il faut fournir l'information suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nom de l'organisation • Coordonnées de la personne-ressource au sein de l'organisation • Description des services fournis • Les dates et la période pendant laquelle les services ont été fournis <p>* Une année correspond à douze (12) mois consécutifs pour une période se terminant à la date de clôture de l'ISQ ou avant.</p>
O2	<p>Expérience d'un système de gestion de preuves numériques (SGPN)</p> <p>La réponse doit fournir la preuve que le répondant a fourni les capacités et les services suivants en matière de SGPN pour chaque projet cité en référence, à la date et à l'heure de clôture de l'ISQ :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) SGPN déployé selon le modèle SaaS; 2) Capacité de stockage des bandes audio et vidéo provenant des caméras corporelles; 3) Recherche et extraction de preuves numériques; 4) Capacité de caviardage; 5) Services de mise en œuvre démontrant en quoi le répondant a aidé le client à réaliser 	Satisfait/non satisfait	<p>Pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence, le répondant doit fournir au moins deux (2) exemples de projets, chacun comportant un client cité en référence qui a reçu des services de SGPN pendant au moins une (1) année au cours des cinq (5) dernières années suivant la date de clôture de l'ISQ.</p> <p>Pour les clients cités en référence, il faut fournir l'information suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nom de l'organisation

	<p>les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Planification; b) Configuration; c) Mise à l'essai; d) Déploiement dans l'environnement de production. <p>6) Services de formation pour les deux éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Formation des formateurs b) Création d'outils de formation, p. ex. des cours en ligne ou des documents de référence <p>7) Services de soutien et de maintenance pour chacun des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Service d'aide ou de soutien offert 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 (par téléphone, par courriel ou en ligne) en cas de problème de rendement, d'erreur ou de défectuosité de l'application; b) Application de mesures correctives (p. ex. correction de bogues) et/ou de correctifs; c) Services continus de mise à niveau de l'application. <p>Le répondant doit avoir fourni les services de SGPN susmentionnés à au moins 7 000 utilisateurs pour chaque projet au sein d'un organisme d'application de la loi.</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Coordonnées de la personne-ressource au sein de l'organisation • Description des services fournis • Les dates et la période pendant laquelle les services ont été fournis <p>Remarque : Les clients cités en référence peuvent être les mêmes que ceux du critère O1, mais ils doivent répondre aux exigences décrites au critère O2.</p>
O3	<p>Service intégré de caméras corporelles et de SGPN</p> <p>La réponse doit fournir la preuve que le répondant a fourni des services de caméras corporelles et de SGPN au même client à titre de service intégré tel qu'il est décrit ci-dessous à la date et à l'heure de clôture de l'ISQ :</p> <p>1) Le téléchargement automatisé des bandes audio et vidéo des caméras corporelles d'une station d'accueil au SGPN doit être pris en charge.</p> <p>Le répondant doit avoir fourni le service intégré à un organisme d'application de la loi comptant au moins 3 000 utilisateurs de caméras corporelles et de SGPN.</p>	Satisfait/non satisfait	<p>Pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence, le répondant doit fournir un (1) exemple de projet, comportant un client cité en référence qui a reçu des services à la fois de caméras corporelles et de SPGN pendant au moins une (1) année* au cours des cinq (5) dernières années suivant la date de clôture de l'ISQ.</p> <p>Pour les clients cités en référence, il faut fournir l'information suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nom de l'organisation • Coordonnées de la personne-ressource au sein de l'organisation • Description des services fournis • Les dates et la période

			<p>pendant laquelle les services ont été fournis</p> <p>* Une année correspond à douze (12) mois consécutifs pour une période se terminant à la date de clôture de l'ISQ ou avant.</p>
04	<p>Le Répondant (ou dans le cas d'une coentreprise, une des personnes ou entités) doit appartenir les droits de propriété intellectuelle pour le SGPN proposé soit pour le composant nécessaire dans la performance du service proposé (excluant les ajouts et extensions) offert à Canada, afin de permettre au Répondant de présenter et supporter l'amélioration du produit, à l'intérieur du produit commercial principal et s'enligner avec les besoins du Gouvernement du Canada (GC).</p>	Satisfait/non satisfait	<p>Pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence, le répondant doit fournir, en moins d'une page, une courte description de la façon dont il satisfait au critère.</p>
05	<p>Le répondant doit fournir une feuille de route démontrant que le service de caméras corporelles et de SGPN sera offert dans les deux langues officielles du Canada (anglais et français).</p>	Satisfait/non satisfait	<p>Pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence, le répondant doit fournir une feuille de route générale comprenant les échéanciers de livraison des principales caractéristiques et capacités du produit dans les deux langues officielles du Canada (anglais et français), dont le soutien technique, l'interface utilisateur du SGPN, l'interface utilisateur des caméras corporelles, la formation et les documents sur le produit.</p>
06	<p>Le répondant doit démontrer que le volet SGPN du service proposé est offert selon un modèle SaaS, tel qu'il est défini dans la publication spéciale 800-145 du National Institute of Standards and Technology (en anglais seulement).</p>	Satisfait/non satisfait	<p>Pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence, le répondant doit fournir, en moins d'une page, une courte description de la façon dont il satisfait au critère.</p>
07	<p>Le répondant doit démontrer qu'il a lu et qu'il comprend les exigences en matière d'accessibilité définies ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> les normes WCAG 2 (Web Content Accessibility Guidelines) que l'on peut consulter (en anglais seulement) à l'adresse suivante : https://www.w3.org/TR/WCAG21/ Norme sur l'accessibilité des sites Web du gouvernement du Canada que l'on peut consulter à l'adresse 	Satisfait/non satisfait	<p>Pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence, le répondant doit confirmer qu'il a lu et compris les exigences en matière d'accessibilité définies dans les normes WCAG 2 (Web Content Accessibility Guidelines), le norme sur l'accessibilité des sites Web du gouvernement du Canada et la stratégie sur l'accessibilité au sein de la fonction publique du Canada.</p>

Solicitation No. - N° de l'offre
M7594-212120/D
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-212120

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
005XU.M7594-212120

Id de l'acheteur - Buyer ID
005XU
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	<p>suivante : https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=23601</p> <ul style="list-style-type: none">• Stratégie sur l'accessibilité au sein de la fonction publique du Canada que l'on peut consulter à l'adresse suivante : https://www.canada.ca/fr/gouvernement/fonctionpublique/mieux-etre-inclusion-diversite-fonction-publique/diversite-equite-matiere-emploi/accessibilite-fonction-publique/strategie-accessibilite-fonction-publique-tdm.html		
O8	<p>Le répondant doit démontrer que le volet SGPN du service proposé peut être déployé dans le nuage de l'un des fournisseurs de services infonuagiques autorisés qui figurent sur la liste qui se trouve à l'adresse suivante : https://cloud-broker.canada.ca/s/central-provider-page-v2?language=fr</p>	<p>Satisfait/non satisfait</p>	<p>Pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence, le répondant doit décrire la façon dont ses services sont déployés dans l'environnement de l'un des fournisseurs de services infonuagiques autorisés ou fournir une feuille de route indiquant la façon dont il intégrera ses services à l'environnement de l'un des fournisseurs de services infonuagiques autorisés avant l'octroi du contrat.</p>

ANNEXE C

POLITIQUES, LOIS ET RENSEIGNEMENTS CLÉS

La section suivante met en évidence les différentes politiques, lois et renseignements clés qui doivent être pris en considération.

1. Contrat subséquent

Tout contrat subséquent pourrait être utilisé par d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral du Canada, des ministères et des organismes de gouvernements municipaux, provinciaux ou territoriaux ou par d'autres corps de police provinciaux et municipaux du Canada.

2. Normes et politique numériques

- a) Les 10 normes numériques du gouvernement du Canada (<https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/normes-numeriques-gouvernement-canada.html>) constituent le fondement du virage du gouvernement vers une plus grande souplesse, une plus grande ouverture et une plus grande attention sur l'utilisateur. Elles guideront les équipes dans la conception de services numériques, d'une façon qui servira le mieux les Canadiens.
- b) La Politique sur les services et le numérique (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32603>) constitue un ensemble intégré de règles qui décrit la façon dont les organisations du gouvernement du Canada gèrent la prestation de services, l'information et les données, la technologie de l'information et la cybersécurité à l'ère du numérique.

3. Normes d'interopérabilité

Normes du gouvernement du Canada sur les interfaces de programmation d'applications (API) (<https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/technologiques-modernes-nouveaux/normes-gouvernement-canada-api.html>) – Ces normes régissent la façon dont les API doivent être élaborées à l'échelle du GC afin de mieux appuyer les processus numériques intégrés dans l'ensemble des ministères et des organismes.

4. Infonuagique et souveraineté des données

Gouvernement du Canada Livre blanc : Souveraineté des données et nuage public (<https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/innovations-gouvernementales-numeriques/services-informatique-nuage/gc-livre-blanc-souverainete-donnees-nuage-public.html>) – Ce document vise à donner un aperçu du risque pour la souveraineté des données, ainsi que du risque pour l'emplacement des données et la sécurité des données, qui ont trait à l'utilisation de services d'informatique en nuage publics commerciaux. On examine ces risques dans le contexte de la stratégie « Le nuage d'abord » du GC. À la fin du document, le lecteur comprendra les risques et les mesures d'atténuation qui s'appliquent. Le lecteur comprendra également en quoi les services d'informatique en nuage peuvent aider le GC à gérer d'autres risques, notamment : vieillissement de la TI, lacunes actuelles en matière de sécurité, et manquement à bénéficier des technologies émergentes.

5. Protection de la vie privée

- a) Politique intérimaire sur la protection de la vie privée (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12510>) – Les objectifs de cette politique intérimaire sont les suivants : faciliter la conformité législative et réglementaire, ainsi que renforcer l'application efficace de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de son Règlement par les institutions fédérales; assurer l'application uniforme de pratiques et procédures dans l'administration de la Loi et du Règlement; et assurer la protection et la gestion efficace des renseignements personnels et atténuer les risques d'entrave à la vie privée dans les programmes et activités du gouvernement.
- b) *Loi sur l'accès à l'information* (<https://laws.justice.gc.ca/fra/lois/A-1/index.html>) – Loi visant à compléter la législation canadienne en matière d'accès à l'information relevant du gouvernement du Canada.
- c) *Loi sur la protection des renseignements personnels* (<https://laws.justice.gc.ca/fra/lois/P-21/index.html>) – Loi visant à compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels et de droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent.

6. Politique en matière de sécurité

Politique sur la sécurité du gouvernement (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=16578>) – Fournit une orientation sur la gestion de la sécurité du gouvernement à l'appui de l'exécution des programmes et de la prestation des services fiables du GC ainsi que de la protection des renseignements, des particuliers et des biens, et donne à la population canadienne, aux partenaires, aux organismes de surveillance et aux autres intervenants une assurance au regard de la gestion de la sécurité au sein du GC.

7. Accessibilité

- a) Norme sur l'accessibilité des sites Web (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=23601>) : le but de cette norme est d'assurer un haut niveau d'accessibilité Web, appliquée uniformément à l'ensemble des sites Web et applications Web du gouvernement du Canada.
- b) Stratégie sur l'accessibilité au sein de la fonction publique du Canada – (<https://www.canada.ca/fr/gouvernement/fonctionpublique/mieux-etre-inclusion-diversite-fonction-publique/diversite-equite-matiere-emploi/accessibilite-fonction-publique/strategie-accessibilite-fonction-publique-tdm.html>) – La stratégie décrit comment la vision du GC de devenir la fonction publique la plus accessible et la plus inclusive au monde et comment les principes directeurs de « Rien sans nous », de collaboration, de durabilité et de transparence doivent être mis en œuvre.
- c) *Loi canadienne sur l'accessibilité* (<https://www.parl.ca/DocumentViewer/fr/42-1/projet-loi/C-81/sanction-royal>) – Cette loi a été promulguée afin de favoriser la participation pleine et égale dans la société de toutes les personnes, en particulier les personnes handicapées. La Loi vise à parvenir à cette fin par la transformation du Canada, dans le champ de compétence législative de Parlement, en un pays exempt d'obstacles, particulièrement par la reconnaissance, l'élimination et la prévention d'obstacles.
- d) Règles pour l'accessibilité des contenus Web (<https://www.w3.org/TR/WCAG21/>) – Les Règles pour l'accessibilité des contenus Web (WCAG) 2.1 couvrent un large éventail de recommandations pour rendre les contenus Web plus accessibles. Le respect de ces lignes directrices rendra le contenu plus accessible à un nombre plus élevé de personnes en situation de handicap, y compris les adaptations pour la cécité et la basse vision, la surdité et la perte d'audition, les mouvements limités, les troubles de la parole, la photosensibilité et des combinaisons de ces éléments, et certaines adaptations pour les troubles d'apprentissage et les limitations cognitives; mais il ne répondra pas à tous les besoins des utilisateurs

pour les personnes ayant ces handicaps. Ces directives concernent l'accessibilité au contenu Web sur les ordinateurs de bureau, les ordinateurs portables, les tablettes et les appareils mobiles.

- e) Ligne directrice sur l'utilisabilité de la technologie de l'information (TI) par tous (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32620>) – Cette ligne directrice appuie l'orientation du gouvernement du Canada visant à garantir que les ministères, organismes et organisations tiennent compte de l'accessibilité lors de l'acquisition ou du développement de solutions et d'équipements de technologie de l'information (TU) afin de rendre les TI utilisables par tous.

8. Politique sur les langues officielles

La *Loi sur les langues officielles* (LLO) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=26160>) réaffirme l'égalité de statut du français et de l'anglais à titre de langues officielles du Canada et indique que les deux langues officielles ont des droits et des privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions. Cette politique a pour objectif d'aider les institutions à se conformer à la LLO et à son règlement d'application, et de faciliter l'application efficace de celle-ci.

9. Région du Nunavut

La Directive sur les marchés de l'État, incluant les baux immobiliers, dans la région du Nunavut (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32610>) permet d'assurer que la passation des marchés de l'État dans la région du Nunavut respectera les obligations du gouvernement du Canada prévues par l'article 24 de l'Accord du Nunavut.

10. Ententes sur les revendications territoriales globales

Les traités modernes, aussi connus sous le nom d'ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG), (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/section/9/35>) sont généralement tripartites et comprennent des organisations ou des nations autochtones, la Couronne et les gouvernements provinciaux et territoriaux comme signataires. Elles apportent clarté et prévisibilité en ce qui concerne les droits sur les terres et les ressources, la propriété et la gestion. Les traités modernes/ERTG visent également à assurer un traitement équitable des intérêts autochtones en ce qui concerne les droits culturels, sociaux, politiques et économiques, y compris les droits à la terre, à la pêche, à la chasse et à la pratique de leur propre culture. Les droits qui y sont définis sont protégés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle*, 1982.

ANNEXE D

ÉBAUCHE DES EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

EXIGENCES DE SÉCURITÉ POUR LES FOURNISSEURS NATIONAUX :

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN: DOSSIER TPSGC N° CAMÉRAS CORPORELLES ET SYSTÈME DE GESTION DE PREUVES NUMÉRIQUES

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de **vérification d'organisation désignée (VOD)** en vigueur, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau **PROTÉGÉ B**, délivrées par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **PROTÉGÉS**, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **FIABILITÉ, ou, tel que requis, SECRET**, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
3. L'entrepreneur NE DOIT PAS utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données au niveau PROTÉGÉ tant que le PSC, TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau PROTÉGÉ B.
4. L'entrepreneur principal/ l'offrant peut sous-traiter ou faire appel à des tiers dans l'exécution des travaux, à condition que (a) l'entrepreneur obtienne le consentement écrit préalable de l'autorité contractante, (b) la permission écrite soit fournie par le PSC, TPSGC, (c) le sous-traitant ou le fournisseur tiers est lié par les modalités du présent contrat, (d) l'entrepreneur principale demeure responsable envers le Canada pour tous les travaux exécutés par le sous-traitant / offrant tiers.
5. Tout entrepreneur / offrant / sous-traitant ou tiers offrant des services infonuagiques doit être approuvé par le gouvernement du Canada et se conformer aux exigences de sécurité du profil de contrôle de sécurité du GC pour les services informatiques du GC en infonuage pour Protégé B, l'intégrité moyenne et la disponibilité moyenne (PBMM) pour la portée du logiciel disponible commercialement. La conformité sera validée et vérifiée par le biais du processus d'évaluation de la sécurité des technologies de l'information (TI) du fournisseur de services infonuagiques (FSI) du Centre canadien pour la cybersécurité (CCCS) (ITSM.50.100) (<https://cyber.gc.ca/fr/guidance/cloud-service-provider-information-technology-security-assessment-process-itsm50100>). Tout fournisseur qui a participé au processus doit fournir une documentation confirmant qu'il a terminé le processus d'intégration avec (i) une copie du rapport d'évaluation complété le plus récent fourni par le CCCS; et (ii) une copie du rapport de synthèse le plus récent fourni par le CCCS. Cela accélérera le processus de qualification et n'oblige pas le fournisseur à démontrer la conformité.
6. L'entrepreneur ou l'offrant doit se conformer aux dispositions des documents suivants :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe _____;
 - b) du *Manuel de la sécurité des contrats* (dernière édition).
 - c) Site Web du PSC : Exigences de sécurité des contrats du gouvernement du Canada, veuillez visitez <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src>

VEUILLEZ NOTER :

Il y a des **niveaux multiples de contrôle de sécurité du personnel** associé avec ce dossier. Dans ce cas, un Guide de Classification de sécurité doit être ajouté à la LVERS afin de clarifier ces contrôles de sécurité. Le Guide de Classification de sécurité est habituellement généré par l'autorité de projet et/ou l'autorité de sécurité de l'organisation.

EXIGENCES DE SÉCURITÉ POUR LES FOURNISSEURS ÉTRANGERS

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante :

L'Autorité désignée en matière de sécurité pour le Canada (ADS canadien) est la Direction de la sécurité industrielle internationale (DSII), Secteur de la sécurité industrielle (SSI), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). L'ADS canadien est chargée d'évaluer la conformité des soumissionnaires aux exigences en matière de sécurité pour les fournisseurs étrangers. Les exigences de sécurité suivantes s'appliquent à l'entrepreneur étranger destinataire constituée ou autorisé à faire des affaires dans une administration autre que le Canada et la prestation ou l'exécution à l'extérieur du Canada les travaux décrits dans le nuage de solutions, en plus des exigences en matière de sécurité et de protection. Ces exigences en matière de sécurité sont en plus des exigences énoncées dans la section intitulée Protection et sécurité des données stockées dans des bases de données.

1. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit être originaire de l'un des pays suivants : Australie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et les États-Unis. . Le programme de sécurité a des ententes en matière de sécurité et protocole d'entente bilatérale ou multinationale avec les pays mentionnés au site de TPSGC suivant : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/international-fra.html>.
2. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit en tout temps, au cours de la durée du **contrat/contrat de sous-traitance**, être inscrits auprès de l'autorité nationale de supervision de la protection des renseignements personnels appropriée des pays dans lesquels ils sont incorporés ou autorisé à exercer des activités commerciales. **L'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire doit fournir une preuve de son enregistrement avec l'autorité de supervision applicables à l'autorité contractante et l'autorité contractante en matière de sécurité et de cerner les renseignements personnels pertinents à l'échelle nationale. Pour **les entrepreneurs/sous-traitants** européens, ce sera l'autorité de protection des données nationales (APDN).
3. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution du **contrat/contrat de sous-traitance**, tenir une équivalence à une vérification d'organisation désignée (VOD), délivrée par l'ADS canadien comme suit :
 - i. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit fournir une preuve qu'il est incorporé ou autorisé à faire affaire dans son champ de compétence.
 - ii. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire ne doit pas entreprendre les travaux, fournir les services ou assurer toute autre prestation tant que l'Administration désignée en matière de sécurité au Canada (ADS canadien) n'a pas confirmé le respect de toutes les conditions et exigences en matière de sécurité stipulées dans le **contrat/contrat de sous-traitance**. L'ADS canadien donne cette confirmation par écrit à **l'entrepreneur/au sous-traitant** étranger destinataire. Un Formulaire d'attestation remis par l'ADS canadien à **l'entrepreneur/au sous-traitant** étranger destinataire permettra de confirmer la conformité et l'autorisation de fournir les services prévus.
 - iii. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire proposé doit identifier l'agent de sécurité du contrat (ASC) autorisé et un agent remplaçant de sécurité d'entreprise (ARSE) (le cas échéant) qui sera responsable du contrôle des exigences de sécurité, telles qu'elles sont définies dans le **contrat/contrat de sous-traitance**. Cette personne sera désignée par le président-directeur général

ou par un cadre supérieur clé de l'entreprise étrangère destinataire proposée. Les cadres supérieurs clés comprennent les propriétaires, les agents, les directeurs, les cadres et les partenaires occupant un poste qui leur permettrait d'avoir une influence sur les politiques ou les pratiques de l'organisation durant l'exécution du **contrat/contrat de sous-traitance**.

- iv. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire n'autorisera pas l'accès à des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ B**, sauf à son personnel, sous réserve des conditions suivantes:
- a. Le personnel a un besoin de savoir pour l'exécution du **contrat/contrat de sous-traitance**;
 - b. Le personnel a fait l'objet d'une vérification du casier judiciaire valide, avec des résultats favorables, d'une agence gouvernementale reconnue ou d'une organisation du secteur privé dans **leur pays**, ainsi qu'une vérification d'antécédents, validé par l'ADS canadien.
 - c. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit s'assurer que le personnel consente à la divulgation du casier judiciaire et antécédents à l'ADS canadien et d'autres fonctionnaires du gouvernement canadien, si demandé; et
 - d. Le Gouvernement du Canada se réserve le droit de refuser l'accès aux renseignements/ biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ à l'entrepreneur/au sous-traitant** étranger destinataire pour cause.
4. Les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** fournis ou produits dans le cadre **du contrat/contrat de sous-traitance** ne doivent pas être remis à un autre sous-traitant étranger destinataire, sauf dans les cas suivants:
- a. L'ADS canadien atteste par écrit que le sous-traitant étranger destinataire a obtenu l'accès aux renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** par l'intermédiaire de l'ADS canadien;
 - b. L'ADS canadien donne son autorisation écrite lorsque l'autre sous-traitant étranger destinataire est situé dans un autre pays.
5. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire NE DOIT PAS emporter de renseignements/ biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** hors des établissements de travail visés, et **l'entrepreneur/ sous-traitant** étranger destinataire doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
6. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire ne doit pas utiliser les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** pour répondre à des besoins distincts de l'exécution du **contrat/contrat de sous-traitance** sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. Cette autorisation doit être obtenue auprès de l'ADS canadien.
7. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution du **contrat/contrat de sous-traitance** tenir une équivalence à une autorisation de détenir des renseignements (ADR) de **CANADA PROTÉGÉ B**.

Tous les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** fournis à **l'entrepreneur/au sous-traitant** étranger destinataire ou produits par ce dernier doivent être aussi protégés comme suit:

8. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit signaler immédiatement à l'ADS canadien tous les cas dans lesquels il est connu où il a lieu de soupçonner que les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** obtenus dans le cadre du **contrat/contrat de sous-traitance** ont été compromis.

OU

9. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit signaler immédiatement à l'ADS canadien tous les cas dans lesquels il sait où il a lieu de croire que des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** fournis ou produits par **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire conformément au **contrat/contrat de sous-traitance** ont été perdus ou divulgués à des personnes non autorisées.
10. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire ne doit pas divulguer les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** à un tiers, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un particulier, d'une entreprise ou de ses représentants, sans l'accord écrit préalable du gouvernement du Canada. Cet accord doit être obtenu par l'ADS canadien.
11. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire assurera une protection des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** aussi stricte que celle mise en œuvre par le gouvernement du Canada, conformément aux politiques, aux lois et aux règlements nationaux en matière de sécurité nationale, et comme prévu par l'ADS canadien.
12. À la fin des travaux, **l'entrepreneur/le sous-traitant** destinataire doit restituer au gouvernement du Canada tous les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** qu'il aura reçus ou produits en vertu du **contrat/contrat de sous-traitance**, y compris tous les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** remis à ses sous-traitants ou produits par eux.
13. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire exigeant aux renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** ou aux sites à accès restreint en vertu du **contrat/contrat de sous-traitance**, doit présenter une demande pour l'accès au site au Dirigeant principal de la sécurité du ministère de la Gendarmerie royale du Canada.
14. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire NE DOIT PAS utiliser ses systèmes de technologie de l'information pour traiter, produire ou stocker dans un système informatique, ni transférer au moyen d'un lien électronique des renseignements des renseignements de niveau **CANADA PROTÉGÉ B** avant que l'ADS canadien lui en donne le droit.
15. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doivent s'assurer que toutes les bases de données y compris les bases de données de sauvegarde utilisées par les organisations pour offrir les services décrits à l'énoncé de travaux contenant des renseignements de niveau **CANADA PROTÉGÉ** liés aux travaux se trouvent dans le Canada.
16. Les contrats de sous-traitances comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'ADS canadien.
17. Tous les contrats de sous-traitance attribués à un entrepreneur étranger destinataire ne doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'ADS canadienne afin de confirmer les exigences de sécurité à imposer aux sous-traitants.
18. Tous les contrats de sous-traitance attribués par un entrepreneur étranger destinataire ne doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'ADS canadienne afin de confirmer les exigences de sécurité à imposer aux sous-traitants.
19. Tout fournisseur tiers qui devra avoir accès à des renseignements PROTÉGÉS AU CANADA dans le cadre du présent contrat doit se conformer à toutes les exigences de sécurité énoncées dans celui-ci.
20. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit se conformer aux dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité figurant à l'Annexe ____.

21. Le Canada a le droit de rejeter toute demande visant l'accès électronique, le traitement, la production ou l'entreposage de renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** liés aux travaux dans un autre pays s'il y a des raisons de croire que leur sécurité, leur confidentialité ou leur intégrité pourrait être menacée.

Protection et sécurité des données stockées dans des bases de données

1. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit s'assurer que toutes les bases de données (utilisés par les organisations pour fournir les services décrits à l'annexe A – Énoncé des travaux) contenant des renseignements personnels, liées au travail, se trouvent au Canada.
2. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit contrôler l'accès à toutes les bases de données dans lesquelles sont stockées des données liées au **contrat/contrat de sous-traitance**, afin que seules les personnes qui ont la cote de sécurité appropriée puissent avoir accès à la base de données, soit au moyen d'un mot de passe ou d'un autre moyen d'accès (comme des mesures de contrôle biométrique).
3. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit s'assurer que toutes les bases de données contenant des données relatives au **contrat / contrat de sous-traitance** sont physiquement et logiquement indépendantes (ce qui signifie qu'il n'y a pas de connexion directe ou indirecte) avec toutes les autres bases de données.
4. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit s'assurer que toutes les données liées au **contrat/contrat de sous-traitance** sont traitées uniquement au Canada ou dans un autre pays approuvé par l'autorité contractante conformément au paragraphe 1.
5. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit s'assurer que le trafic sur le réseau national (c'est-à-dire le trafic partant d'une partie du Canada vers une destination située dans une autre partie du Canada) s'effectue exclusivement au Canada, sauf si l'autorité contractante a approuvé au préalable, par écrit, une autre route. L'autorité contractante prendra uniquement en considération une route dans un autre pays pour la transmission de données, si ce pays respecte les exigences décrites au paragraphe 1.
6. Malgré tout article des conditions générales relatif au **contrat/contrat de sous-traitance**, **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire ne peut confier à un sous-traitant (y compris à une société affiliée) aucune fonction qui permet d'accéder aux données du **contrat/contrat de sous-traitance** sans le consentement écrit préalable de l'autorité contractante.

Renseignements personnels

Interprétation

Dans le **contrat/contrat de sous-traitance**, à moins que le contexte n'indique un sens différent,

« Conditions générales » désigne les conditions générales qui font partie du **contrat/contrat de sous-traitance** ;

« Renseignement personnel » désigne tout renseignement qui concerne un individu, y compris le type de renseignements décrit à la section 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, L.R.C. 1985, ch. P-21.

« Dossier » désigne un exemplaire papier ou des données sous forme lisible par machine comprenant des renseignements personnels.

Les mots et expressions définis dans les conditions générales et utilisés dans le présent article ont le sens qui leur est donné dans les conditions générales.

En cas de divergence entre les conditions générales et les présents articles portant sur la confidentialité des renseignements personnels, les dispositions pertinentes des présents articles l'emportent.

Propriété des renseignements personnels et des dossiers

Pour exécuter les travaux, **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire aura accès à des renseignements personnels de tiers et/ou en recueillera. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire reconnaît qu'il ne détient aucun droit sur ces renseignements personnels ou ces dossiers. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit rendre disponibles, sur demande du Canada, tous les renseignements personnels et dossiers dans un format acceptable pour le Canada.

Utilisation des renseignements personnels

L'entrepreneur/Le sous-traitant étranger destinataire convient de créer, de recueillir, de recevoir, de gérer, de consulter, d'utiliser, de conserver, de divulguer et de disposer des renseignements personnels et des dossiers uniquement pour exécuter les travaux conformément au contrat, et ce, conformément aux dispositions du présent **contrat/contrat de sous-traitance**.

Cueillette des renseignements personnels

1. Si **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire doit obtenir des renseignements personnels d'un tiers dans le cadre des travaux, il ne doit recueillir que les renseignements personnels lui permettant d'exécuter les travaux. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit recueillir les renseignements personnels auprès de l'individu concerné et l'informer (au moment de la cueillette ou préalablement) de ce qui suit :
 - a) les renseignements personnels sont recueillis au nom du Canada et lui seront transmis;
 - b) les usages qui seront faits des renseignements personnels recueillis;
 - c) que la divulgation des renseignements personnels est volontaire ou, s'il existe une obligation juridique de divulguer les renseignements personnels, les fondements de cette obligation juridique;
 - d) les conséquences, s'il en est, du refus de fournir les renseignements;
 - e) que l'intéressé au droit d'accéder à ses renseignements personnels et d'y apporter des corrections;
 - f) les renseignements personnels feront partie d'un fichier de renseignements personnels particulier (au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*), et fournir à l'individu de l'information concernant l'institution fédérale qui gère le fichier de renseignements personnels, si l'autorité contractante a fourni ces renseignements à **l'entrepreneur/au sous-traitant** étranger destinataire.
2. **L'entrepreneur**, ses sous-traitants et leurs employés respectifs doivent s'identifier auprès des individus desquels ils recueillent des renseignements personnels et leur donner le moyen de vérifier qu'ils sont autorisés à recueillir les renseignements personnels en vertu d'un contrat passé avec le Canada.
3. Si l'autorité contractante l'exige, **l'entrepreneur /le sous-traitant** étranger destinataire doit élaborer un formulaire de demande de consentement à utiliser lors de la cueillette de renseignements personnels ou un texte dans le cas de la cueillette de renseignements personnels par téléphone. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire ne peut utiliser le formulaire ou le texte sans avoir obtenu l'approbation écrite préalable de l'autorité

contractante. Il doit aussi obtenir le consentement de l'autorité contractante avant de modifier le formulaire ou le texte.

4. Si, lors de la cueillette de renseignements personnels auprès d'un individu, **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire sait ou soupçonne que cet individu n'est pas en mesure de consentir à la divulgation et à l'utilisation de ses renseignements personnels, **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire doit demander des directives à l'autorité contractante.

Exactitude, confidentialité et intégrité des renseignements personnels

L'entrepreneur/Le sous-traitant étranger destinataire doit veiller à ce que les renseignements personnels soient les plus exacts, complets et à jour que possible. Pour ce faire, **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire doit, au minimum :

- a) ne pas utiliser de données d'identification personnelle (par ex., le numéro d'assurance sociale, le numéro de passeport, le numéro d'identificateur client unique) pour lier de nombreuses bases de données qui comprennent des renseignements personnels;
- b) isoler les dossiers des renseignements et des dossiers de **l'entrepreneur/du sous-traitant** étranger destinataire;
- c) ne donner l'accès aux renseignements personnels et aux dossiers qu'à ceux qui le requièrent aux fins d'exécution des travaux (par exemple, en utilisant des mots de passe ou un accès biométrique);
- d) donner de la formation à toute personne à laquelle **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire donne accès aux renseignements personnels concernant l'obligation d'assurer la confidentialité et de ne l'utiliser qu'aux fins d'exécution des travaux. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit donner cette formation avant d'autoriser l'accès aux renseignements personnels et préparer à cet effet un dossier accessible à l'autorité contractante, sur demande;
- e) à la demande de l'autorité contractante, demander aux personnes ayant accès aux renseignements personnels de reconnaître, par écrit (sous une forme approuvée par l'autorité contractante), leurs responsabilités en matière de confidentialité des renseignements personnels, avant de leur en donner l'accès;
- f) tenir un registre de toutes les demandes faites par un individu pour la révision de ses renseignements personnels et toutes les demandes de correction d'erreurs ou d'omissions concernant les renseignements personnels (que les demandes soient faites directement par un individu ou par le Canada au nom d'un individu);
- g) joindre une note à tout dossier qu'un individu a demandé de corriger, mais que **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire a décidé, pour quelque raison que ce soit, de ne pas corriger. Lorsque cela se produit, l'entrepreneur doit immédiatement informer l'autorité contractante de la correction demandée et des raisons de **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire de ne pas l'effectuer. Si l'autorité contractante demande que la correction soit effectuée, **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire a l'obligation de le faire;
- h) tenir un registre de la date et de l'auteur de la dernière mise à jour de chaque dossier;
- i) maintenir un journal de vérification électronique qui enregistre tous les accès et les tentatives d'accès des dossiers électroniques. Le journal de vérification doit être dans un format qui peut être lu par **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire et le Canada en tout temps;
- j) sécuriser et contrôler l'accès à tout renseignement personnel.

Protection des renseignements personnels

L'entrepreneur/Le sous-traitant étranger destinataire doit protéger les renseignements personnels à tout moment en prenant toutes les mesures raisonnablement nécessaires pour les protéger et en protéger l'intégrité et la confidentialité. Pour ce faire, **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire doit au moins :

- a) stocker les renseignements personnels sous format électronique de manière à ce qu'un mot de passe (ou un autre mécanisme de contrôle) soit requis pour accéder au système ou à la base de données où sont stockés les renseignements personnels;
- b) s'assurer que les mots de passe ou autres moyens d'accès aux renseignements personnels ne sont fournis qu'aux individus qui le requièrent aux fins d'exécution des travaux;
- c) ne pas confier à un tiers (y compris un affilié) le stockage des renseignements personnels sans l'autorisation préalable et écrite de l'autorité contractante;
- d) protéger les bases de données ou les systèmes informatiques qui emmagasinent les renseignements personnels contre un accès externe de manière à protéger les renseignements très protégés et de nature délicate;
- e) faire une sauvegarde et une mise à jour de tous les dossiers au moins une fois par semaine;
- f) mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité ou de protection demandées par le Canada de temps à autre;
- g) aviser immédiatement l'autorité contractante de toute infraction (p. ex. un accès, un usage ou une divulgation non autorisé de renseignements) ou de tout incident pouvant mettre en danger la sécurité ou l'intégrité des dossiers, des systèmes ou des installations ou des renseignements personnels sont conservés. Si une infraction se produit, l'entrepreneur ou le sous-traitant devra immédiatement prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour limiter l'étendue des impacts possibles ou pour résoudre le problème et empêcher celui-ci de se reproduire. Le Canada peut exiger de l'entrepreneur qu'il prenne des mesures précises pour régler le problème et éviter qu'il se reproduise, et pourrait invoquer les dispositions de la présente entente en lien avec la suspension ou la résiliation du contrat pour manquement.

Nomination d'un agent de protection de la vie privée

L'entrepreneur/Le sous-traitant étranger destinataire doit nommer quelqu'un comme agent de protection de la vie privée, qui agira en tant que son représentant pour toutes les questions touchant les renseignements personnels et les dossiers. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire doit fournir le nom de cette personne à l'autorité contractante dans un délai de dix (10) jours suivant l'attribution du **contrat/contrat de sous-traitance**.

Obligation de présenter des rapports trimestriels

Dans un délai de trente (30) jours suivant la fin de chaque trimestre (janvier-mars; avril-juin; juillet-septembre; octobre-décembre), **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire doit présenter à l'autorité contractante :

- a) une description de toute nouvelle mesure qu'il a prise pour protéger les renseignements personnels (par exemple, un nouveau logiciel ou de nouveaux contrôles d'accès utilisés par **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire);
- b) une liste des corrections apportées aux renseignements personnels à la demande d'un individu (y compris le nom de la personne, la date de la demande et la correction apportée);

- c) les détails de toute plainte reçue d'individus concernant la manière dont leurs renseignements personnels sont recueillis ou traités par **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire;
- d) une copie (dans un format électronique convenu par l'autorité contractante et **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire) de l'ensemble des renseignements personnels conservés électroniquement par **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire.

Évaluation des menaces et des risques

L'entrepreneur/Le sous-traitant étranger destinataire doit présenter à l'autorité contractante une évaluation des menaces et des risques dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant l'attribution du **contrat/contrat de sous-traitance**, et dans un délai de trente (30) jours civils suivant chaque date d'anniversaire du contrat s'il dure plus d'un an, qui doit comprendre :

- a. une copie de la dernière version du formulaire de demande de consentement ou du script que **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire utilise pour recueillir les renseignements personnels;
- b. une liste des types de renseignements personnels utilisés par **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire se rapportant aux travaux;
- c. une liste de tous les emplacements où les exemplaires papiers des renseignements personnels sont conservés;
- d. une liste de tous les emplacements où les renseignements personnels sous forme lisible par machine sont conservés (par exemple, l'emplacement du serveur sur lequel la base de données est installée), ainsi que les sauvegardes;
- e. une liste de toutes les personnes auxquelles **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire a donné l'accès aux renseignements personnels ou aux dossiers;
- f. une liste de toutes les mesures prises par **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire pour protéger les renseignements personnels et les dossiers;
- g. une explication détaillée des menaces réelles ou potentielles touchant les renseignements personnels ou les dossiers, accompagnée d'une évaluation des risques créés par ces menaces et la pertinence des protections existantes visant à prévenir ces risques; et
- h. une explication de toute nouvelle mesure que **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire considère prendre afin de protéger les renseignements personnels et les dossiers.

Vérification

Le Canada peut vérifier en tout temps la conformité de **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire aux articles relatifs à la protection des renseignements personnels. À la demande de l'autorité contractante, **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire doit donner au Canada (ou à son représentant autorisé) l'accès à ses locaux et aux renseignements personnels et dossiers en tout temps jugé raisonnable. Si le Canada découvre un problème durant la vérification, **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire doit le corriger immédiatement à ses frais.

Obligations réglementaires

1. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire reconnaît que le Canada est tenu de traiter tous les renseignements personnels et les dossiers conformément aux dispositions de la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#), de la [Loi sur l'accès à l'information](#), L.R.C.1985, ch. A-1, et de la [Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada](#), L.C. 2004, ch.11. **L'entrepreneur /Le sous-traitant** étranger destinataire convient de se

conformer aux exigences établies par l'autorité contractante qui sont requises pour permettre au Canada de remplir ses obligations en vertu de ces lois et toute autre loi qui entre en vigueur lorsqu'il y a lieu.

2. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire reconnaît que les obligations dont il doit s'acquitter en vertu du contrat s'ajoutent à toutes celles qui lui incombent en vertu de la [Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques](#), L. C. 2000, ch.5, ou d'une loi similaire en vigueur dans une province ou un territoire du Canada. Si **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire estime que l'une ou l'autre des obligations du contrat l'empêche de s'acquitter de ses obligations en vertu de ces lois, il doit immédiatement informer l'autorité contractante de la disposition du contrat et de l'obligation de la loi qu'il considère comme contradictoires.

Élimination et retour des dossiers au Canada

L'entrepreneur/Le sous-traitant étranger destinataire ne peut éliminer aucun dossier à moins que l'autorité contractante le lui demande. Sur demande de l'autorité contractante, ou lorsque les travaux liés aux renseignements personnels sont achevés, le contrat est achevé ou lorsque le contrat est résilié, selon ce qui se produit en premier, **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire doit retourner tous les dossiers (y compris les copies) à l'autorité contractante.

Obligation juridique de divulguer les renseignements personnels

Avant de divulguer tout renseignement personnel conformément à toute loi, à tout règlement ou toute ordonnance rendue par une cour de justice, un tribunal ou une entité administrative compétente, **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire doit immédiatement informer l'autorité contractante afin de lui permettre de participer aux procédures pertinentes.

Plaintes ou demandes d'accès

Le Canada et **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire conviennent de s'informer immédiatement et mutuellement de la réception d'une plainte en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ou de toute autre loi pertinente concernant les renseignements personnels. Les parties conviennent de s'échanger toute information nécessaire pour faciliter le règlement de la plainte et de s'informer immédiatement et mutuellement de son dénouement.

Exception

Les obligations énoncées dans ces articles ne s'appliquent pas aux renseignements personnels qui sont déjà du domaine public, du moment qu'elles ne sont pas devenues du domaine public, à la suite d'une faute ou d'une omission de **l'entrepreneur/le sous-traitant** étranger destinataire ou de tout sous-traitant, agent ou représentant de l'entrepreneur ou de leurs employés.

EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ACCÈS ADMINISTRATIF / PRIVILÉGIÉ SECRET

L'entrepreneur et les sous-traitants doivent être dans un des pays avec lesquels le Canada a conclu une entente en matière de sécurité industrielle et un protocole d'entente bilatéral ou multinational, ou qui posséderont un tel instrument avec le Canada avant la fin de la période de soumission. Le programme de sécurité des contrats (PSC) à des ententes en matière de sécurité industrielle, protocole d'entente bilatéral ou multinational industrielle avec les pays mentionnés au site suivant de SPAC: <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/international-fra.html>.

Tous les renseignements et les biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ** fournis (à l'entrepreneur / à l'offrant / au sous-traitant} étranger destinataire ou produits par ce dernier} doivent être protégés comme suit :

1. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution **du contrat/de l'offre à commandes/du contrat de sous-traitance**, détenir une Attestation de sécurité d'installation valide, délivrée par l'Autorité nationale de la sécurité (ANS) ou l'Autorité désignée en matière de sécurité (ADS) **du pays du fournisseur** d'un niveau équivalent à **SECRET** et posséder une Cote de protection de documents au niveau de **SECRET**, et une autorisation de produire (de fabriquer, de réparer, de modifier ou encore d'effectuer tout autre traitement) du matériel ou de l'équipement sur les sites **de l'entrepreneur/de l'offrant/du sous-traitant** étranger destinataire, de niveau **SECRET**, accordées par l'administration nationale de sécurité (ANS) ou par l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) de la sécurité industrielle **du pays du fournisseur**, conformément aux politiques nationales **du pays du fournisseur**.
2. Dans l'éventualité du retrait de la partie destinataire ou à la fin {**du contrat/de l'offre à commandes/du contrat de contrat de sous-traitance**}, tous les renseignements et les biens de niveau {**CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ**} fournis ou produits en vertu {**du présent contrat/de la présente offre à commandes/du présent contrat de contrat de sous-traitance**} continueront d'être protégés, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales **du pays du fournisseur**.
3. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire assurera une protection des renseignements et des biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ** aussi stricte que celle mise en œuvre par le gouvernement du Canada, conformément aux politiques, aux lois et aux règlements nationaux en matière de sécurité nationale, et comme prévu par l'Autorité nationale de sécurité (ANS) ou par l'Autorité désignée en matière de sécurité (ADS) de **du pays du fournisseur**.
4. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire doit attribuer à tous les renseignements et biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ** qui lui sont fournis par le gouvernement du Canada en vertu {**du présent contrat/de la présente offre à commandes/du présent contrat de sous-traitance**} la cote de sécurité équivalente utilisée par **Le pays du fournisseur**, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales **du pays du fournisseur**.
5. L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution **du contrat/de l'offre à commandes/du contrat de sous-traitance** veiller à ce que le transfert des renseignements et des biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ** soit effectué conformément aux législations, règlements, et politiques nationales **du pays du fournisseur** et aux dispositions du Protocole d'entente bilatérale sur la sécurité industrielle signé **du pays du fournisseur** et le Canada.
6. À la fin des travaux, **l'entrepreneur/l'offrant/le sous-traitant** étranger destinataire doit restituer au gouvernement du Canada, par l'entremise des circuits officiels, tous les renseignements et les biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ** qu'il aura reçu ou produit en vertu **du présent contrat/de la présente offre à commandes/du présent contrat de sous-traitance**, y compris tous les renseignements et

les biens de niveau **CANADAPROTÉGÉ/CLASSIFIÉ** remis à ses sous-traitants ou produits par eux **sauf autrement autoriser au préalable écrite par l'ADS du Canada.**

7. Les contrats de contrat de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE doivent PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de **l'Autorité nationale de la sécurité (ANS) ou l'Autorité désignée en matière de sécurité (ADS) concernée, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales du pays du fournisseur / ADS canadienne.**
8. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire **NE DOIT PAS** utiliser ses systèmes de technologie de l'information pour traiter, produire ou conserver dans un système informatique **et/ni transférer au moyen d'un lien électronique** des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ** avant que l'Autorité nationale de la sécurité (ANS) ou l'Autorité désignée en matière de sécurité (ADS) **du pays du fournisseur** lui en donne le droit. Une fois que **l'entrepreneur / l'offrant / le sous-traitant** étranger destinataire a reçu cette approbation écrite, il peut effectuer ces tâches jusqu'au niveau **SECRET**.
9. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire ne doit pas utiliser les renseignements /biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ** pour répondre à des besoins distincts de l'exécution **du contrat/de l'offre à commandes/du contrat de sous-traitance** sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. Cette autorisation doit être obtenue auprès de l'ADS du Canada.
10. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire visitant des sites gouvernementaux ou industriels canadiens dans le cadre du contrat doit soumettre pour approbation une demande de visite à l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du Canada, par l'entremise de son Autorité nationale de la sécurité (ANS) ou son Autorité désignée en matière de sécurité (ADS).
11. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire doit signaler immédiatement à l'ADS canadienne tous les cas pour lesquels il sait où il a lieu de croire que des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ** obtenus dans le cadre **du présent contrat / de la présente offre à commandes / du présent contrat de sous-traitance** ont été compromis.
12. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire ne doit pas divulguer les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ** à un tiers, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un particulier, d'une entreprise ou de ses représentants, sans l'accord écrit préalable du gouvernement du Canada. Cet accord doit être obtenu par l'intermédiaire de l'Autorité nationale de la sécurité (ANS) ou de l'Autorité désignée en matière de sécurité (ADS) du destinataire / ADS du Canada.
13. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire doit se conformer aux dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité figurant à l'Annexe ____.